



Mars 2012, le printemps du Service Public ?

Depuis des années on cherche à nous imposer l'idée que « *l'État n'est pas la solution mais le problème* » vis-à-vis des difficultés socio-économiques qui s'amoncellent. Est visé bien sûr l'État « *social* » ou « *providence* » comme on l'appelait à l'issue de ces « *Trente glorieuses* » qui ont vu les rapports entre capital et travail s'améliorer relativement et temporairement au profit du deuxième. Dans cette logique s'est construite une Europe néolibérale fondée sur la concurrence « *libre et non faussée* ».

De cette offensive idéologique et politique menée avec une grande cohérence et dans la durée, le Service public est la grande victime. L'État néolibéral, pas du tout affaibli, lui mène la vie dure : la santé, l'éducation, la justice, l'emploi, le logement, les transports, l'énergie, l'environnement, les communications, l'information, la culture, le sport ... tout est soumis à la concurrence, au management, à la marchandisation, à l'austérité pour un service minimum garanti.

Ces politiques ont produit les crises financières, économiques, écologiques et sociales que nous subissons aujourd'hui ! Les dégâts « collatéraux » en sont des régressions sociales et idéologiques qui se traduisent partout dans le monde et particulièrement en Europe, par la montée de la pauvreté, des inégalités, des violences et des replis communautaires.

Face à l'ampleur du désastre, on nous parle aujourd'hui du nécessaire retour de l'État, de la nécessité de soigner une Europe qui devient chaque jour un peu plus, le problème. Mais c'est un État gendarme, autoritaire, agent très actif pour imposer toujours plus d'austérité, avec la menace de replis nationalistes, voire xénophobes, face à la « *mondialisation* » qui n'est plus « *heureuse* » du tout. C'est une Europe qui au mépris de la démocratie conduit des pays à la ruine, comme la Grèce en est la dramatique et scandaleuse démonstration.

On nous vend la « *compétitivité* ». Où il est toujours question que beaucoup perdent pour que quelques-uns ou quelques-unes gagnent. C'est l'aberrant exemple des huit « *initiatives d'excellence* » (Idex) qui vont se répartir plusieurs milliards d'euros pendant que toutes les autres universités vont végéter. Qu'importe, si « *nous* » réussissons enfin à monter sur le podium de Shanghai ! Voilà donc les États, les régions, les départements, les communes, les « *pôles métropolitains* » engagés dans la lutte pour « *l'excellence* ». Non pas pour que toutes et tous soient excellent(e)s, mais pour gagner contre son voisin au tirage d'un loto évidemment anti-solidaire et anti-égalitaire, dans lequel seuls quelques « *heureux* » gagnent alors que des millions d'autres ont perdu. Logique folle et destructrice à laquelle il faudrait nous plier au nom de la dette et de nos dépenses publiques insupportables.

En France les effets de la RGPP - *Révision Générale des Politiques Publiques* - sont pourtant malheureusement connus, en terme de dégradation des services publics – voire de disparition –, en terme de délitement de la solidarité et enfin en terme de souffrance au travail pour toutes celles et tous ceux qui en ont encore. La réforme des collectivités locales, l'offensive contre les associations viennent compléter l'offensive.

Partout des résistances, parfois momentanément victorieuses, mais toujours vouées à reprendre, se mènent. Partout des collectifs se mettent en place pour élaborer des alternatives et proposer de nouvelles pistes pour reconstruire de façon plus démocratique et plus efficace des services publics à partir des besoins des populations et des territoires.

Mars 2012 peut et doit être le début du « Printemps du Service Public ».

- Le 3 mars à **Clermont Ferrand** à l'appel de la **Convergence Nationale Rail**
- du 14 au 17 mars à **Marseille** pour le **Forum alternatif mondial de l'eau**
- le 24 mars à **Aubagne** pour la **Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité**
- le 31 mars dans toutes les villes de France à l'appel du collectif « **Libérons les élections** », du « **Collectif pour un audit citoyen de la dette publique** » et de celui « **Pour un Pôle public financier au service des Droits !** »
- et tout au long de ces semaines avec les parents d'élèves et les personnels contre les fermetures de classes et des RASED
- partout avec les usagers, les personnels concernés et les élu-es pour les services publics locaux.

Ce printemps du Service Public doit préparer un nouvel été. Nulle nostalgie, ni retour à un passé idéalisé. Nous voulons construire, développer et améliorer un Service Public, démocratiquement géré et piloté. Logement, petite enfance, dépendance, finances, information... de nouveaux Services Publics doivent être construits. Aménagement égalitaire du territoire, développement durable, épanouissement de tous et toutes. Le Service Public que nous voulons contribue fondamentalement à faire que notre société réponde aux besoins économiques, sociaux, culturels et sanitaires... du plus grand nombre, avec une autre répartition des richesses et des moyens.

Nous partageons l'idée que le Service Public est seul capable de répondre à une définition et gestion démocratique des biens communs, d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux de chacun(e) sans discrimination d'aucune sorte, genre, origine, croyances, et opinions philosophiques. L'élaboration et la mise en œuvre de l'intérêt général, la redistribution des richesses qu'il induit, la solidarité qu'il nécessite et mobilise, l'implication populaire qu'il exige, participent de la construction d'une société démocratique et durable, tant pour les humains que pour les ressources de la planète.

C'est pourquoi nous vous appelons à rejoindre, participer et développer ces combats d'avenir. Nous demandons aux candidats et aux candidates aux différentes élections qui viennent de s'engager résolument pour le Service Public, ce « *patrimoine de ceux qui n'en ont pas* ».

DREVON Jean-Michel *coordinateur national des États Généraux du Service Public - EGSP*

NAY Françoise et ANTONY Michel *vice-présidente et président de la Coordination nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité*

DEFAIX Bernard *président de la Convergence nationale de défense et développement des SP*

MÉNARD Pierre *secrétaire de la Convergence Nationale Rail*